

ISSN 1561-3739

BULLETIN TRIMESTRIEL
D'INFORMATION

www.afristat.org

NUMÉRO
57
JUN 2011

La lettre d'AFRISTAT

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Sommaire

Éditorial 1

BILAN DES INTERVENTIONS
D'AFRISTAT DANS LE DOMAINE
DES STATISTIQUES SOCIALES ET DE
LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ 2

NOUVELLES D'AFRISTAT 5

ACTIVITÉS DE LA
DIRECTION GÉNÉRALE 5

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT 7

ACTIVITÉS INTERNATIONALES 7

RÉUNIONS,
ATELIERS ET SÉMINAIRES 8

Éditorial



Comme nous le promettons dans notre dernière livraison, le présent numéro de La lettre d'AFRISTAT consacre une bonne partie de ses pages à un aperçu des interventions d'AFRISTAT dans le domaine des statistiques sociales.

L'étiquette d'organisation ne s'occupant que des statistiques économiques a souvent été collée peu ou prou à AFRISTAT. En effet, le contexte de la création de cette organisation en 1993 a certainement orienté fortement ses activités à leur démarrage vers les statistiques économiques, occultant ainsi les autres domaines même si une timide intégration des statistiques sociales était observée dans le corpus des interventions d'AFRISTAT.

Bien que contenu dans les premiers programmes de travail d'AFRISTAT, l'intérêt pour les statistiques sociodémographiques ne s'est véritablement développé au sein de l'organisation qu'avec l'impérieuse obligation pour elle d'apporter sa contribution à ses États membres pour nourrir en données fiables les réflexions nationales sur les stratégies de réduction de la pauvreté. Cependant, il faut attendre la fin 2003 pour voir l'Observatoire concrétiser son ambition d'accorder également une grande priorité aux statistiques sociales grâce à d'importants appuis financiers de l'ACBF et du PNUD. Ce regain d'intérêt a abouti à la création, en fin 2005, d'un département des statistiques sociales et des stratégies de réduction de la pauvreté chargé d'aider les États membres à développer et à harmoniser les outils de production et d'analyse des statistiques sociales. Des ressources humaines conséquentes y ont également été affectées. Dans le même ordre d'idées, en 2005 AFRISTAT a mis en place en son sein un centre de recherche appliquée, en partenariat avec l'Institut de recherche pour le développement, dont les activités sont à ce jour principalement orientées vers les statistiques sociales.

Le bilan des activités menées par AFRISTAT dans le domaine des statistiques sociales peut être qualifié d'encourageant. L'article proposé dans le présent numéro tente de dresser un bref panorama de nos interventions dans ce domaine.

Le plus important aujourd'hui est d'examiner comment maintenir le rythme voire comment mettre plus d'accent sur un domaine qui conditionne un meilleur suivi et évaluation des indicateurs des Objectifs du millénaire pour le développement ? Les orientations stratégiques et le programme de travail d'AFRISTAT 2011-2015 proposent des solutions, certes ni nouvelles et ni originales, pour maintenir un rythme régulier de production des statistiques sociales. Il s'agit de recourir aux statistiques de sources administratives souvent négligées au profit de celles issues d'enquêtes spécifiques onéreuses et peu structurantes des services chargés de les conduire.

Le développement des appareils statistiques des États membres passera certainement par l'organisation de l'exploitation des statistiques de sources administratives. En effet, la prise en charge de telles statistiques permettra une coordination administrative plus formelle des différents intervenants ainsi que leur mise à niveau professionnel à travers des échanges sur les outils méthodologiques (manuels de concepts et définitions, classifications, nomenclatures et répertoires, méthodologies diverses de collecte, etc.).

La présente livraison de La lettre d'AFRISTAT couvre nos rubriques habituelles, à l'exception des « Échos des INS ». Nous nous en excusons sincèrement pour cela auprès de nos lecteurs et surtout de nos correspondants qui investissent beaucoup d'efforts pour nous faire connaître ce qui se passe dans leurs pays respectifs sur le plan de la statistique.

Dans le cadre du renforcement des moyens de travail des États membres, le Conseil des Ministres a adopté, en avril dernier, le Règlement portant révision des nomenclatures d'activités et de produits des États membres d'AFRISTAT et le Comité de direction a approuvé les méthodologies d'élaboration des indices des prix de la production industrielle et des services et des indices du coût de la construction.

Au cours de la même session du Conseil des Ministres, M. Cosme Vodounou, de nationalité béninoise, a été désigné Directeur Général d'AFRISTAT pour une période de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2012. La lettre d'AFRISTAT lui présente ses vives félicitations.

Martin BALEPA
Directeur Général d'AFRISTAT

AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(223) 20 21 55 00

20 21 55 80/ 20 21 60 71

Fax (223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

Bilan des interventions d'AFRISTAT dans le domaine des statistiques sociales et de la lutte contre la pauvreté

Présenté par Birimpo Lompo, Siriki Coulibaly, Oumarou ElHadji Malam Soulé, Madior Fall, Ousman Koriko, Joseph Larmarange, Bruno Nouatin

INTRODUCTION

Le recentrage des politiques de développement sur la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement à la fin des années 90 a accentué et diversifié la demande d'informations statistiques. Ainsi, les programmes d'ajustement structurel axés sur la recherche d'équilibres macroéconomiques et les politiques qui ont eu entre autres pour conséquence l'aggravation de la pauvreté (cf. J. Stiglitz 2001) dans les pays en voie de développement (PVD) se sont mués en stratégies de réduction de la pauvreté (SRP). La réorientation des politiques de développement sur la réduction de la pauvreté a engendré une forte demande de statistiques sociales à la fois pour établir le diagnostic de la situation et suggérer des politiques pour satisfaire la demande sociale. Ceci pose un redoutable défi aux institutions de statistique qui doivent à la fois mettre en place des dispositifs de collecte efficaces et assurer le suivi et l'évaluation des politiques publiques. Il ne s'agit plus seulement de s'en tenir aux grands agrégats macroéconomiques ou financiers mais de porter également une attention particulière au bien-être des populations, avec toute la complexité que revêt ce concept. La problématique pour la production des statistiques sociales pour le suivi et l'évaluation des SRP et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est au cœur des activités de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) depuis sa création. En effet, conformément aux articles 2 et 3 du Traité, AFRISTAT a pour mission de contribuer au développement des statistiques économiques, sociales et de l'environnement dans les États membres et de renforcer leurs compétences dans ces domaines. Ses activités essentiellement centrées sur le renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux (SSN) sont réalisées à travers des développements méthodologiques, des appuis directs aux pays et l'organisation de séminaires et ateliers de formation couvrant tous les domaines. Face à la forte demande de statistiques sociales fiables pour le suivi des politiques et des programmes de lutte contre la pauvreté, AFRISTAT a étendu et renforcé ses interventions dans le domaine des statistiques sociodémographiques : recrutement d'experts, mise en œuvre de programmes spécifiques et développement d'outils méthodologiques. D'importants partenariats ont été noués avec les agences du système des Nations unies, l'ACBF la BAD, la CEA, des universités et des centres de recherche européens pour développer les systèmes d'information dans les domaines sociaux (état civil, marché du travail, emploi et secteur informel, santé, éducation, ...). Le présent article dresse un panorama des interventions d'AFRISTAT dans le domaine des statistiques sociales et de la lutte contre la pauvreté. Il s'articule autour de quatre parties. La première partie est un aperçu du développement des statistiques sociales à AFRISTAT. La deuxième partie porte sur les activités réalisées et les résultats atteints. La troisième et la quatrième partie abordent respectivement l'étendue des partenariats contractés par AFRISTAT et les enjeux qu'impose pour l'institution cette évolution de la demande de statistiques sociales.

I. DÉVELOPPEMENT DES STATISTIQUES SOCIALES A AFRISTAT

Les questions de statistiques sociales ont toujours fait l'objet d'une attention particulière au sein d'AFRISTAT dès le démarrage de ses activités en 1996. La prise en charge de ces questions s'est faite de manière progressive et en fonction de l'évolution des priorités des pays et des moyens dont disposait l'organisation. Durant les quinze années d'activités de l'observatoire, quatre phases ont marqué l'évolution de cette prise en charge.

La première phase correspond à l'élaboration d'un programme intérimaire de production statistique mis en œuvre durant la période de 1996-2000. Elle a été consacrée à l'établissement d'un état des lieux dans les domaines du suivi des conditions de vie des ménages, de l'emploi et du secteur informel. Les principales activités menées ont été l'organisation en mars 1997 à Bamako, du premier séminaire international sur le travail et le secteur informel et la publication en 1999 d'une série de documents (un manuel sur les concepts et indicateurs du marché du travail et du secteur informel conformes aux normes internationales et les actes du séminaire). Des développements méthodologiques ont aussi été réalisés pour la mise en place d'un dispositif d'enquêtes sur le secteur informel.

La deuxième phase correspond à la mise en œuvre du PROSMIC (Programme statistique minimum commun) sur la période 2001-2005. Un axe a alors été consacré au développement des statistiques de l'emploi, du secteur informel, des questions de suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté, de l'éducation et de la santé. La mise en œuvre du Projet régional d'appui statistique pour la surveillance multilatérale (PARSTAT) dans les États membres de l'UEMOA sur la période 2001-2004 a permis de réaliser nombre des activités prévues dans le PROSMIC. Ainsi, de façon simultanée, une enquête de type 1-2-3 a été réalisée dans les sept principales agglomérations des États membres de l'UEMOA (à l'exception de la Guinée-Bissau) sur la base d'une méthodologie harmonisée.

À partir de 2004, de nouvelles thématiques relatives aux statistiques sociales ont été insérées dans le programme de travail d'AFRISTAT. Il s'agit, d'une part, du système d'information sur le marché du travail avec le développement d'outils pour sa mise en place et, d'autre part, des systèmes d'information pour le suivi des DSRP (Document de stratégie de réduction de la pauvreté) et des OMD. Ces activités, initiées dans le cadre de programmes et/ou de projets avec des partenaires techniques et financiers, ont concerné pour le premier point cinq pays africains (Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie) et pour le deuxième, l'ensemble des États membres d'AFRISTAT et d'autres pays non-membres.

La troisième phase qui part de 2006 à nos jours, illustre les orientations adoptées dans le Programme stratégique de travail d'AFRISTAT (PSTA) pour la période 2006-2010. Elle a permis l'élargissement du champ d'intervention de l'Observatoire dans le domaine des statistiques d'état civil et des recensements généraux de la population et de l'habitat. En outre, en partenariat avec les institutions spécialisées des Nations unies, des actions ont été menées dans les domaines de l'éducation et de la santé avec une préoccupation particulière sur les questions du genre.

S'agissant de l'état civil et des recensements, AFRISTAT s'est engagé, d'une part, dans la vulgarisation des manuels et des guides des Nations unies ou de ceux développés par ses experts et d'autre part, dans l'appui à l'exploitation de données d'état civil et à la préparation et à la réalisation des recensements généraux de la population et de l'habitat.

La quatrième phase de son évolution est caractérisée par les orientations du PSTA 2011-2015 actuellement en cours et qui accordent une place importante aux statistiques sociales à travers le sous-programme 2 (élargissement des domaines d'intervention) dont l'objectif est de renforcer les interventions d'AFRISTAT et de les étendre aux statistiques sectorielles avec de nouvelles thématiques, en particulier les statistiques de l'éducation, de la santé, de l'environnement et des changements climatiques, les questions d'infrastructures, de gouvernance et de décentralisation, de genre et l'économie numérique ainsi que celles permettant la mesure des progrès des sociétés.

Au final, en matière de statistiques sociales, le champ couvert par AFRISTAT s'est progressivement étendu.

II. ACTIVITÉS RÉALISÉES ET RÉSULTATS ATTEINTS

Les interventions d'AFRISTAT dans les domaines des statistiques sociales couvrent trois axes : recherche et développements méthodologiques, formation (initiale et continue) et appuis à la production et à l'analyse statistique.

II.1. Recherche et développements méthodologiques

L'objectif principal de ce volet est d'aider les États membres à utiliser des concepts, des normes et des méthodes harmonisées conformes avec les normes internationales. La recherche et les développements méthodologiques se fondent donc sur des travaux validés au niveau régional, éventuellement international avant d'être adoptés dans les États membres.

AFRISTAT a mené des recherches dans divers secteurs sociaux et a publié d'importants documents sous la forme de rapports méthodologiques dans le domaine du secteur informel, de l'éducation, de la santé, de la pauvreté et du suivi et évaluation des DSRP/OMD.

Dès 1996, AFRISTAT a mené une réflexion sur l'emploi et le secteur informel. Cette réflexion a porté sur l'adaptation du dispositif d'enquêtes 1-2-3 aux réalités de ses États membres, l'organisation d'un séminaire sur le secteur informel et l'harmonisation des concepts, définitions et indicateurs du marché du travail et du secteur informel.

La mise en œuvre du dispositif d'enquêtes 1-2-3 dans les pays a permis de produire des données sur les principaux acteurs du secteur informel urbain, la contribution de ce secteur au PIB (Produit intérieur brut) et la consommation des ménages. Au regard des travaux qu'AFRISTAT a réalisés dans ce domaine, la Commission statistique pour l'Afrique (ComStat-Africa) a désigné, en 2008, l'Observatoire comme animateur et chef de file du Groupe de travail sur le secteur informel en Afrique (GSIA). Au sein de ce groupe, en collaboration avec le Centre africain pour la statistique de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CAS/CEA), AFRISTAT a préparé un Plan d'action pour l'amélioration et le suivi des statis-

tiques du secteur informel en Afrique sur la période 2010-2012. Adopté lors de la deuxième réunion de StatCom-Afrique en 2010, les orientations de ce plan d'action précisent les activités à mener par le GSIA et donneront lieu à une série de travaux méthodologiques qui seront validés au niveau africain.

Dans le domaine du suivi et évaluation des DSRP/OMD, AFRISTAT a réalisé, dans le cadre d'un programme financé par le PNUD/DESA, plusieurs publications dont la plus importante est le Cadre de référence et support méthodologique minimum commun pour la conception d'un système d'information (CRESMIC) en 2006. Sur la base de ce document, des appuis importants ont été apportés aux pays pour le développement de leurs systèmes d'information pour la réduction de la pauvreté.

Pour ce qui est de la pauvreté, un rapport méthodologique intitulé « Méthodologie d'élaboration de la ligne de pauvreté sur une base harmonisée : bilan dans les États membres d'AFRISTAT » a été élaboré et diffusé. Enfin, AFRISTAT a participé aux travaux ayant abouti à l'élaboration du manuel d'analyse de la pauvreté, produit dans le cadre d'une collaboration entre la CEDEAO et la Division statistique des Nations unies (UNSD).

Depuis 2004, AFRISTAT a procédé au développement d'outils pour la mise en place d'un système d'information sur le marché du travail dans le cadre d'un projet avec ACBF. Ce projet qui a concerné cinq pays (Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie), a donné lieu à la publication en 2007, d'un manuel de formation sur la mise en place d'un système d'information sur le marché du travail. Les travaux de ce programme se poursuivent actuellement.

En ce qui concerne les statistiques de l'éducation et de la santé, les réflexions d'AFRISTAT ont abouti à l'élaboration de manuels pratiques de formation. Ces manuels seront finalisés et publiés d'ici la fin de l'année 2011.

Enfin, AFRISTAT a élargi ses axes d'intervention dans les domaines des statistiques sociales avec l'initiation d'une réflexion sur la réalisation d'un recensement général de la population et de l'habitation harmonisé et simultané. Cette réflexion a rencontré l'assentiment de l'UEMOA qui a décidé de participer à la réalisation d'une étude sur le cadre institutionnel et la demande d'information pour la réalisation d'une telle opération. Également dans le domaine des statistiques sociodémographiques, AFRISTAT, en collaboration avec le Centre population et développement affilié à l'Institut pour la recherche et le développement (CEPED/IRD) a réalisé une série d'études dans le cadre du projet MIGMAC (Mesurer les inégalités de genres des ménages ouest-africains en matière de consommation). Ce projet vise à vérifier si les inégalités de genre au sein des ménages ouest-africains se traduisent en matière de consommation et dans quelle mesure la migration contribue à l'amélioration des conditions de vie des ménages. L'hypothèse centrale de l'étude suppose que les choix en matière de consommation et d'affectation des ressources varient selon le sexe du chef de ménage et plus généralement selon le sexe des différents actifs occupés qui contribuent aux charges du ménage. L'étude se propose de vérifier cette hypothèse sur les huit pays de la zone UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), à partir des enquêtes sur les dépenses des ménages (EDM) réalisées dans le cadre du projet de rénovation de l'IHPC (Indice Harmonisé des Prix à la Consommation), réalisées dans les capitales de ces huit pays et coordonnées par AFRISTAT.

Face à la difficulté pour mobiliser les ressources financières pour la réalisation des recensements, AFRISTAT s'associe à la communauté internationale pour réfléchir à des sources

alternatives de production des statistiques démographiques comme l'état civil. Ces réflexions se sont traduites par des appuis techniques aux États membres pour la réalisation de leur recensement général de la population et de l'habitat (Mali en 2009) et pour l'exploitation des données d'état civil dans un certain nombre d'États membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, et Togo).

II.2. Formation

Les interventions d'AFRISTAT dans le domaine de la formation recouvrent deux aspects : (i) les ateliers et/ou séminaires techniques et (ii) les missions d'enseignement dans les écoles de statistique. L'objectif de ces formations est de renforcer les capacités techniques des cadres des instituts nationaux de statistique (INS) et de vulgariser les outils méthodologiques développés par AFRISTAT.

Ateliers et séminaires techniques organisés par AFRISTAT

Dans le domaine du secteur informel, un premier séminaire international sur « le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne », a été organisé du 10 au 14 mars 1997 avec l'appui de plusieurs partenaires (Eurostat, Overseas development administration, BIT, Ministère français de la Coopération). Un second « séminaire international sur le secteur informel en Afrique (SISIA) : instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales », a également été organisé par AFRISTAT en 2008 à Bamako et a bénéficié de la contribution du CESD-Statisticiens pour le développement, de PARIS21 et de la Coopération française. Ces différents séminaires internationaux ont accueilli chacun plus d'une centaine de participants et donné lieu à d'importantes publications téléchargeables gratuitement sur le site d'AFRISTAT, www.afristat.org (les actes de chaque séminaire, Stateco N° 99, Stateco N° 104).

Dans le domaine de la pauvreté et des conditions des ménages, AFRISTAT a organisé sept ateliers parmi lesquels, un atelier réalisé en 2010 sur l'analyse approfondie des enquêtes de 2008 sur les dépenses des ménages (EDM). Une vingtaine de cadres des INS des États membres de l'UEMOA ont ainsi été formés par AFRISTAT. L'atelier a également permis aux participants de produire un rapport pays intitulé « Aspects multidimensionnels de la pauvreté dans les principales villes et leurs évolutions » que les INS de certains pays ont déjà publiés.

Dans le domaine du suivi et évaluation des DSRP et des OMD, cinq séminaires ont été organisés dont le contenu a mis l'accent sur la validation et la vulgarisation d'un Cadre de Référence et Support Méthodologique Minimum Commun (CRESMIC) pour le suivi des DSRP et des OMD. Ces séminaires ont permis de former les participants sur le caractère hétérogène de l'information pour le suivi et évaluation de la pauvreté telle qu'elle est illustrée par ses différentes composantes (suivi de la pauvreté, suivi du cadre des dépenses à moyen terme, suivi et évaluation d'impact des politiques).

Dans le domaine de l'état civil et des recensements, AFRISTAT, en collaboration avec la Division Statistique des Nations unies, a organisé quatre ateliers régionaux portant sur la vulgarisation des principes et recommandations des Nations unies sur les recensements (2006), sur les nouvelles technologies de traitement de données de recensement (2008) et sur le logiciel de diffusion des résultats des recensements CensusInfo (2010).

Bref aperçu sur les activités de renforcement des capacités mises en œuvre à la suite des missions d'appui technique.

AFRISTAT assiste les instituts nationaux de statistique par des appuis directs qui ont permis d'accompagner les États membres dans :

- l'élaboration des stratégies nationales du développement de la statistique (SNDS) ;
- la réalisation des enquêtes sur les dépenses des ménages (EDM) et des enquêtes 1.2.3 dans la principale agglomération des États membres de l'UEMOA dans le domaine de la pauvreté et des conditions de vie des ménages ;
- l'élaboration et la finalisation de leur profil de pauvreté (Burundi 1998/2002, Libreville 2003, Cameroun 2001, Congo 2005, République démocratique du Congo 2005, Guinée Équatoriale 2006, Mauritanie 2008, Burkina Faso 2003 et 2009, Sao Tome et principe, en cours) ;
- le démarrage de l'exploitation statistique des enregistrements des faits d'état civil dans certains États membres (Sénégal, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Niger, Burkina Faso) ;
- l'analyse des enquêtes sur l'emploi et le système d'information sur le marché du travail (Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie) ;
- l'analyse de l'emploi et du secteur informel (dans le cadre des activités du volet Enquêtes du PARSTAT entre 2001 et 2004 dans sept des huit agglomérations - non compris la Guinée-Bissau des États membres de l'UEMOA, en République démocratique du Congo 2005, au Congo 2009, au Cameroun en 2010).

Mission d'enseignement dans les écoles de statistique et auprès des cadres des INS

AFRISTAT assiste également les écoles de formation statistique (ENSEA d'Abidjan, ENSAE de Dakar, ISSEA de Yaoundé) en réalisant des missions d'enseignement sur diverses thématiques : pauvreté et conditions de vie des ménages, suivi et évaluation des DSRP et des OMD, planification stratégique et gestion axée sur les résultats, analyse de l'emploi et du secteur informel.

Cette collaboration avec les écoles de statistique revêt trois principales formes : l'organisation des missions d'enseignement thématiques, l'accueil et l'encadrement de stagiaires et l'animation conjointe de séminaires de formation. Les missions d'enseignement des experts d'AFRISTAT dans les écoles ont pour but de familiariser les étudiants avec les principaux outils méthodologiques (cadres conceptuels, orientations techniques, manuels divers) développés et déjà adoptés dans les États membres. De plus, chaque année AFRISTAT encadre au moins quatre stagiaires provenant soit des écoles de statistique (ENSEA d'Abidjan, ISSEA de Yaoundé, ENSAE de Dakar), soit des universités (du Nord ou du Sud) et contribue à la formation d'un bon nombre d'étudiants de ces écoles dans divers domaines relatifs aux statistiques sociales. Rentrent également dans ce cadre, les séminaires de formation qu'AFRISTAT organise régulièrement à l'intention des cadres statisticiens des pays africains francophones, avec le Centre de formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL).

II.3. Appui à la production et à l'analyse Dans le domaine de l'emploi et du secteur informel

AFRISTAT, en collaboration avec DIAL a appuyé les instituts nationaux de la statistique de sept pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo) entre 2001 et 2004 pour la réalisation des enquêtes 1-2-3 dans les principales capitales. Ces enquêtes ont permis de faire l'analyse de l'emploi, du secteur informel et de la consom-

mation des ménages. Ces enquêtes ont été complétées, d'une part, par une enquête sur la consommation des ménages (phase 3 des enquêtes 1-2-3) et, d'autre part, par l'administration de trois modules d'enquêtes addition-

nels portant sur la pauvreté subjective, la démocratie et la gouvernance. En 2004, l'objectif était d'analyser les résultats de la phase 3 et des modules complémentaires. Cette collaboration avec l'UEMOA a donné lieu à la publi-

cation du numéro 99 de la revue Stateco ainsi qu'à de nombreuses publications sur la gouvernance, la démocratie et la pauvreté subjective dans les États membres de l'UEMOA.

Encadré : Aperçu de quelques résultats obtenus en collaboration avec des partenaires dans le domaine des statistiques sociales

A. Partenariat avec les écoles africaines de statistiques

Missions d'enseignement

- Mesure et analyse de la pauvreté (ENSEA 2007, 2009)
- Analyse de l'emploi et du secteur informel (ENSEA 2011)
- Élaboration des systèmes d'information pour la réduction de la pauvreté (ISSEA 2007, 2009, 2010, ENSEA 2007)

Encadrement de stagiaires (Thèmes de stage)

- Nouvelle méthodologie pour l'analyse des réseaux d'échanges commerciaux (2006)
- Méthodologie d'évaluation ex ante des politiques publiques de réduction des inégalités et de la pauvreté : application des outils de microsimulations à des données d'enquêtes (2006)
- Analyse de la qualité et de la sensibilité des indicateurs de pauvreté et d'inégalité (2008)
- Analyse comparative de la pauvreté dans les agglomérations de l'UEMOA (Abidjan, Bissau, Lomé et Niamey) : lien entre pauvreté et marché du travail (2010)
- Analyse comparée des dispositifs de collecte des données sur le secteur informel en Afrique et estimation des agrégats : principaux enseignements (2010)

Séminaires de formation au CEFIL

- Enquêtes auprès des ménages (1998)
- Cartographie et système d'information géographique (2003)
- Suivi statistique de la pauvreté (2005, 2006)
- Avancées et progrès à réaliser pour produire les indicateurs statistiques nécessaires au suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement pour les pays francophones d'Afrique subsaharienne (2011)

B. Études réalisées en partenariat avec les centres de recherche, universités et institutions assimilées

- Mesurer les inégalités de genre des ménages ouest-africains en matière de consommation – MIGMAC (IRD, 2010-2011)
- Les barrières institutionnelles à la formalisation des entreprises du secteur informel dans les principales agglomérations des États membres de l'UEMOA (ISS, 2011)
- Étude sur les marchés alimentaires urbains en Afrique de l'Ouest plus Cameroun et Tchad (AFD, 2011 – en cours)
- Rapport méthodologique sur l'évaluation des dépenses de recherche et développement pour la santé (GFHR, 2008-2010)
- État des lieux sur l'architecture des systèmes d'information de suivi des DSRP et des OMD dans les pays francophones d'Afrique au sud du Sahara (PNUD, 2004)

C. Partenariat avec les organisations internationales

- Programme régional d'appui au suivi des DSRP et des indicateurs du développement du millénaire (PNUD, 2004-2007)
- Programme multilatéral de renforcement des capacités statistiques des pays membres régionaux en vue du suivi des OMD et évaluation des résultats (BAD, 2009-2011)
- Projet d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et de gestion du système d'information du marché du travail (ILO/ACBF, Phase 1 2004-2008, Phase 2 2009-2012)
- Projet d'appui à l'amélioration du circuit de la dépense et du suivi de la pauvreté (BAD, 2008-2011)
- Renforcement des capacités pour la production et l'analyse des indicateurs du marché du travail décent (OIT, 2010-2013)
- Renforcement et amélioration des capacités de suivi-évaluation dans les États membres d'AFRISTAT (Banque mondiale, 2004-2006)

D. Partenariat avec les organisations sous régionales

- Programme d'appui statistique à la surveillance multilatérale – PARTAT, volet Enquêtes (UEMOA, 2001-2004)
- Atelier de formation des cadres des États membres de l'UEMOA sur l'analyse approfondie des EDM 2008 (UEMOA, 2010)

E. Aperçu de quelques publications majeures d'AFRISTAT

1. Pauvreté et suivi évaluation des DSRP et des OMD

- Cadre de référence et support méthodologique minimum commun pour la conception d'un système d'information pour le suivi des DSRP et des OMD, février 2006
- Méthodologie d'élaboration de la ligne de pauvreté sur une base harmonisée : bilan dans les États membres d'AFRISTAT, Série méthode N° 7, mars 2009

2. Emploi et système d'information sur le marché du travail

- Concepts et indicateurs du marché du travail et du secteur informel Série méthode N° 2, décembre 1999
- Développement et mise en place d'un système d'information sur le marché du travail, manuel de formation, juillet 2007.

F. À paraître bientôt

- Note de synthèse sur les méthodes d'évaluation d'impact des projets, programmes et politiques (PPP), Document de travail
- Manuel de formation sur les statistiques de la santé
- Manuel de formation sur les statistiques de l'éducation

III. PARTENARIAT

Plus que jamais, l'activité statistique dans le domaine social a pris de l'importance dans l'agenda des partenaires au développement. La convergence des objectifs de production statistique requiert de la part des principaux partenaires techniques (organisations internationales, organisations sous régionales et/ou régionales, centres de recherche) une nécessaire collaboration. Dans ce cadre, ce volet des activités d'AFRISTAT a pris de l'ampleur ces cinq dernières années. Plusieurs partenaires techniques et financiers (FMI, Banque mondiale, BAD, PNUD, ACBF, CEA, UNSD, BID, IRD, etc.) contribuent de plus en plus aux activités d'AFRISTAT en plus des partenaires historiques (États membres, Coopération française, institutions sous-régionales d'intégration, écoles de formation statistique d'Abidjan, Dakar, Yaoundé, DIAL).

Le champ de la collaboration avec les partenaires techniques et financiers couvre l'ensemble des domaines d'intervention d'AFRISTAT en statistiques sociales (*pauvreté et conditions de vie des ménages, suivi-évaluation des DSRP/OMD, emploi et système d'information sur le marché du travail, secteur informel, état civil et recensement, éducation et santé*).

Les principaux acteurs impliqués dans ces domaines avec AFRISTAT sont la Banque mondiale, le PNUD, l'ACBF, la CEDEAO, l'UEMOA, la BAD, l'OIT/BIT, la CEA, la DSNU. En outre, AFRISTAT est souvent sollicité par ces institutions pour apporter un appui technique à des États membres ou pour coordonner la mise en œuvre de projets ou programmes de renforcement des capacités statistiques dans l'un ou l'autre des domaines cités.

La collaboration avec les centres de recherche et/ou les universités (IRD, CEPED, ISS, DIAL, Global forum for health research, etc.) s'inscrit principalement dans le cadre des travaux d'étude et de recherche méthodologiques. Il s'agit généralement de travaux consistant à valoriser les bases de données disponibles à AFRISTAT et/ou dans ses États membres, sous la forme d'analyses approfondies.

Le partenariat avec les écoles de formation statistique s'inscrit dans le cadre de la contribution d'AFRISTAT aux activités de formation (continue et initiale) et revêt diverses formes (missions d'enseignement sur des thèmes suggérés par les écoles, encadrement de stagiaires, animation conjointe d'atelier de formation initiale ou continue).

Au total, les collaborations qu'AFRISTAT entre-

tient avec ses principaux partenaires techniques et/ou financiers sont multiformes. Elles s'inscrivent le plus souvent dans un cadre formel (convention, contrat de prestation de services, etc.) avec les organisations internationales et sous-régionales. La contribution des partenaires à la mise en œuvre de activités réalisées par AFRISTAT est donc indéniable et utile.

IV. LES ENJEUX

La mesure du progrès social dans l'optique du renforcement de la cohésion sociale, dont les contours sont vastes, repose sur les statistiques sociales. La question qu'on se pose est quel peut être l'apport du statisticien pour faire avancer la connaissance dans ce domaine. Par le biais de cette connaissance, le statisticien contribue à l'identification des problèmes à résoudre pour l'amélioration du bien-être de la population et participe à la mise en place de politiques publiques efficaces. Un exemple récent a été de la crise alimentaire de 2008 survenue dans certains pays, soulevant la question de la sécurité alimentaire et donc de la nécessité de disposer de données appropriées pour comprendre et prévenir de telles crises.

Les décideurs politiques ont longtemps basé leurs choix de politiques publiques uniquement

sur des statistiques purement économiques (PIB, inflation, etc.). Mais de grands débats internationaux émergent aujourd'hui, et portent sur le lien entre la croissance et la pauvreté (croissance pro-pauvre, dividende démographique, etc.). Ces préoccupations viennent renforcer les besoins de statistiques sociales qui étaient déjà au cœur des OMD (éducation, santé, égalité de genre...). Le constat qui est fait sur la faiblesse des indicateurs de suivi des OMD alors que l'échéance de 2015 approche, a amené les Nations unies à recommander, dans la majorité des pays en développement, d'intégrer la prise en charge des OMD dans les budgets nationaux. Les années à venir vont donc se traduire par une demande encore plus importante de statistiques sociales de la part de multiples partenaires.

Au-delà des résultats des travaux déjà réalisés, les défis qu'AFRISTAT doit relever sont nombreux pour répondre à ses diverses sollicitations. L'Observatoire devra intensifier son travail d'aide à l'intégration régionale par une harmonisation des méthodes de mesure et d'analyse des statistiques sociales. Pour ce faire il devra mettre en place des méthodologies harmonisées dans différents domaines des statistiques sociales aussi variées que sont l'éducation, la santé, le marché du travail, le développement des statistiques de sources administratives, etc. La place prépondérante qu'occupe le secteur informel dans les pays en développement va accroître la demande de statistiques pour une meilleure prise en compte de ce secteur notam-

ment dans la mesure des grandeurs macroéconomiques. À cela s'ajoute une forte demande de statistiques sectorielles (éducation, santé, etc.) qui nécessitera au niveau d'AFRISTAT la mise en œuvre de nouveaux chantiers méthodologiques (comptes satellites, etc.). Cela passera non seulement par le renforcement de sa collaboration avec d'autres partenaires internationaux, mais aussi par l'accroissement de ses ressources humaines et financières.

CONCLUSION

L'importance grandissante des aspects sociaux des politiques de développement a suscité un engouement pour la production de statistiques sociales. De nombreuses initiatives d'abord internationales puis nationales ont contribué à accroître la demande dans ce domaine, souvent de façon surdimensionnée, au regard des ressources mobilisables par les pays. En réponse à cette situation, AFRISTAT a été d'un grand apport à ses États membres et même au-delà en leur fournissant une assistance technique permanente. L'Observatoire a ainsi activement contribué au renforcement des capacités de ses États membres afin qu'ils s'approprient les outils et méthodologies harmonisés qu'il a développés dans maints domaines relevant des statistiques sociales. Les résultats atteints ont permis de donner satisfaction à de nombreux utilisateurs de données statistiques africaines au premier rang desquels se trouvent les États membres mais aussi les

principaux partenaires d'AFRISTAT (organisations internationales, régionales et sous régionales, écoles de formation statistique, etc.). Deux indicateurs majeurs témoignent du succès des interventions d'AFRISTAT dans le domaine des statistiques sociales : d'abord, la sollicitation de plus en plus croissante d'AFRISTAT par des partenaires techniques et financiers comme les agences des Nations unies, les organisations régionales et sous-régionales, les centres de recherche ou institutions assimilées et divers autres partenaires techniques ou financiers ; ensuite, l'extension progressive du champ géographique des États membres d'AFRISTAT, traduisant une propension croissante des pays africains à adhérer à l'Observatoire.

Dans ce contexte susceptible d'évoluer davantage avec le renforcement de la demande des statistiques sociales au cours du prochain quinquennat, AFRISTAT a pris des dispositions en intégrant dans son programme de travail 2011-2015 la nécessité de proposer des solutions appropriées et innovantes en matière d'appuis pour le renforcement des capacités des États membres. Le renforcement et la diversification de la collaboration avec les partenariats techniques et financiers sont des exigences prioritaires pour l'Observatoire s'il veut se maintenir comme un des acteurs majeur du développement statistique en Afrique dans le domaine des statistiques sociales.

Nouvelles d'AFRISTAT

Arrivées

L'équipe d'AFRISTAT a été renforcée par la prise de service de deux nouveaux experts au cours du présent trimestre de l'année 2011. AFRISTAT souhaite aux personnes nouvellement recrutées bonne arrivée et pleins succès dans leurs nouvelles occupations.

■ M. Serge Jean Edi a rejoint AFRISTAT le 1^{er} juin 2011, en qualité d'expert économiste principal. Ingénieur statisticien économiste de formation, il a exercé notamment à l'INS de Côte d'Ivoire comme Directeur du Département des statistiques et des synthèses économiques, au PNUD du Rwanda comme Conseiller du Directeur

Général de l'INS en statistiques économiques. Il a également été consultant en statistiques économiques pour l'UEMOA et AFRITAC-Ouest.

■ M. Oumarou Elhadji Malam Soulé, vient d'être recruté comme expert en organisation des systèmes statistiques nationaux. L'intéressé

qui travaillait déjà à AFRISTAT depuis avril 2004 a occupé successivement les postes d'expert en charge de suivi et évaluation des DSRP et des OMD, d'expert régional chargé de la mise en œuvre du Projet de rénovation de l'IHPC et d'expert en statistiques sociales et pauvreté du Projet PRCS-BAD.

Activités de la Direction Générale

Réunions statutaires

Au cours de la période sous revue, AFRISTAT a organisé les réunions du Conseil des Ministres et du Comité de direction qui ont permis d'examiner d'importantes questions sur l'avenir de l'institution.

■ AFRISTAT a organisé la 20^e session ordinaire de son Conseil des Ministres le 11 avril 2011 à N'Djamena (Tchad). Cette session a été précédée de la 23^e réunion du Comité de direction tenue du 8 au 10 avril. Outre les questions relatives à la gestion courante d'AFRISTAT, ces rencontres ont permis d'examiner un rapport intérimaire sur l'état d'avancement de l'étude sur la restructuration institutionnelle d'AFRISTAT et la reconstitu-

tion de son fonds de financement au titre de la période 2016-2025, des projets de méthodologies d'élaboration d'indices de prix de la production industrielle et des services (IPI) et du coût de la construction (ICC).

■ Le Conseil des Ministres a adopté le Règlement sur les nomenclatures d'activités et de produits révisées (NOPEMA et NAEMA) et a procédé à la nomination de Monsieur Cosme

Vodounou, de nationalité béninoise, au poste de Directeur Général d'AFRISTAT à compter du 1^{er} janvier 2012 pour un mandat de quatre ans.

■ Le Conseil a rendu un hommage mérité à Monsieur Martin Balépa, de nationalité camerounaise, qui quitte l'organisation après quatorze ans d'activité dont huit en qualité de Directeur Général.

■ Le Comité de direction a approuvé les projets de méthodologie d'indices de prix de la production et a invité les États membres à les tester avant leur adoption. Plusieurs pays se sont portés volontaires pour tester ces méthodologies : le Bénin, le Burundi, le Burkina Faso, le Cameroun, le Centrafrique, la Mauritanie et le Sénégal pour l'IPPS, et le Cameroun, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal pour l'ICC. Le compte rendu des travaux du Conseil des Ministres ainsi que le relevé des conclusions du

Comité de direction sont disponibles sur le site Internet d'AFRISTAT www.afristat.org.

■ Les 6 et 7 juin 2011, le Groupe de référence, mis en place par le Comité de direction, pour le suivi de l'exécution de l'étude sur la restructuration institutionnelle et organisationnelle d'AFRISTAT et la reconstitution de son fonds de financement pour la période 2016-2025, s'est réuni à Cotonou (Bénin). Le groupe qui a examiné les rapports détaillés et de synthèse élaborés

par le consultant recruté à cet effet a fait des observations en vue de l'amélioration et de la finalisation de ces documents. La réunion qui était présidée par Martin Balépa, Directeur Général, a enregistré la participation des représentants des États membres désignés par le Comité de direction (Cameroun, Sénégal), de personnes ressources invitées par le Directeur Général et de M. Cosme Vodounou, Directeur Général de l'INSAE du Bénin.

Projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des États membres de l'UEMOA

Au cours de la période sous revue, les activités ont été consacrées à l'organisation de l'atelier régional de validation de l'application informatique de production des IHPC et de la suite des travaux à réaliser.

Poursuivant les activités de développement de l'application informatique de production des indices harmonisés des prix à la consommation, AFRISTAT a organisé un atelier de validation du logiciel du 15 au 17 juin 2011 à Bamako (Mali). Cet atelier a réuni autour des experts concernés d'AFRISTAT, durant trois jours, les statisticiens des prix des États membres de l'UEMOA,

des experts d'AFRISTAT, les représentants de la Commission de l'UEMOA et de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) et les consultants de la société E-Sud consulting Mali.

Cet atelier a permis aux participants de tester l'application pour s'assurer de sa conformité aux spécifications du cahier des charges infor-

matique, de sa cohérence fonctionnelle et technique ainsi que de la qualité de la documentation fournie. Aux termes des travaux, les participants ont validé techniquement le produit. La prochaine étape sera celle du déploiement de l'application dans les États membres et de la formation des utilisateurs

Programme multinational de renforcement des capacités statistiques des pays membres régionaux de la Banque africaine de développement

Les activités de la Direction générale d'AFRISTAT dans le cadre du programme PRCS-BAD se sont poursuivies conformément au calendrier arrêté. Le deuxième trimestre 2011 a été marqué par les activités décrites ci-dessous.

■ Une délégation d'AFRISTAT a pris part à la réunion des Organisations sous régionales (OSR) sur le suivi de la mise en œuvre du cycle 2011 du PCI. La réunion, qui s'est tenue du 10

au 12 mai 2011 à Tunis, a permis de définir le rôle et les responsabilités des intervenants au cycle 2011 du PCI-Afrique aussi bien au niveau de la BAD que des OSR et des Communautés

économiques régionales (CER). Un nouveau chronogramme des activités ainsi que des réajustements budgétaires y ont été adoptés.

Projet « From data to information - Du chiffre à l'information »

■ AFRISTAT a organisé deux sessions de formation qui ont réuni des statisticiens, économistes et démographes des INS, respectivement, du 18 au 22 avril 2011 et du 6 au 10 juin

2011 à Bamako. Ces ateliers intitulés « Ecrire.net » ont permis de former une vingtaine de cadres nationaux aux techniques d'écriture journalistique afin

d'accroître la lisibilité et l'accessibilité des informations et des documents mis en ligne sur Internet par les INS.

Projet régional d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information sur le marché du travail en Afrique, Phase II (LMIS-AFRISTAT)

M. Eric Norbert RAMILISON, expert régional en système d'information sur le marché du travail (SIMT) a participé à l'atelier sur l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes en Afrique du Nord les 13 et 14 juin 2011 à Nouakchott (Mauritanie). Y avaient aussi pris part, des représentants

d'agences nationales, d'organismes et/ou d'institutions ainsi que d'associations chargées de la promotion de l'emploi pour les jeunes. L'expert régional y a présenté le Projet LMIS-AFRISTAT comme un outil de suivi de la situation des jeunes sur le marché du travail. Il a

passé en revue, les indicateurs, leur source, les composantes du SIMT, ses produits, son ancrage institutionnel et l'extension nécessaire pour mesurer l'efficacité, l'efficacités et l'impact des programmes de soutien à l'emploi des jeunes.

Mise en œuvre des Projets de « Renforcement des capacités pour la production et l'analyse des indicateurs du travail décent (RECAP) » AFRISTAT/CIF-OIT 2010-2013 et d'étude sur les contraintes institutionnelles, économiques et sociales du secteur informel en Afrique

Les activités de ces projets pour la période sous revue ont concerné, respectivement, l'élaboration de différentes revues techniques et institutionnelles (Bénin, Burkina Faso, Mali et Sénégal) et la rédaction d'articles.

■ Dans le cadre d'un consortium¹ chargé de la mise en œuvre du projet RECAP, AFRISTAT a réalisé des revues techniques et institutionnelles des systèmes d'information sur le marché du travail du Bénin, du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. Ces revues ont donné lieu à l'élaboration de rapports qui seront validés au cours d'un atelier régional durant le second semestre 2011.

■ Dans le cadre du second projet², AFRISTAT a rédigé un article intitulé « Contraintes institutionnelles : les barrières à la formalisation des entreprises du secteur informel ». Les différents articles rédigés par les membres du projet seront présentés lors d'un séminaire de restitution des résultats qui aura lieu, le 18 octobre 2011 à Bamako.

¹ Ce consortium est dirigé par le Centre International de Formation de l'Organisation Internationale du Travail à Turin en Italie (CIF-OIT).

² Consortium pour la recherche sur le secteur informel en Afrique, piloté par l'ISS (Institute of Social Studies) basé à La Haye aux Pays-Bas.

Projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI) Comores

Les activités du projet pour la période sous revue ont concerné l'installation des experts à Moroni.

Les activités du contrat de services signé entre le Gouvernement de l'Union des Comores et AFRISTAT pour une assistance technique en comptabilité nationale et en statistiques des prix du Projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI) ont effectivement

démarré. AFRISTAT a mis en place à Moroni depuis le 3 mai 2011 une équipe de deux consultants internationaux (un expert en comptabilité nationale et un expert en statistiques des prix). Le Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT a installé les deux consultants à

Moroni pour leur prise de fonction. Il a eu des entretiens avec les responsables du projet pour une lecture commune des services attendus d'AFRISTAT ainsi que sur la façon de conduire les activités.

Autres activités D'AFRISTAT

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Cameroun

■ M. Martin Balépa, Directeur général d'AFRISTAT, a effectué, du 21 au 31 mai 2011, une mission d'enseignement à l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA) de Yaoundé. Cette formation qui a porté sur le thème « Management des systèmes nationaux des États membres d'AFRISTAT » a été dispensée à une quarantaine d'élèves ingénieurs statisticiens économistes (ISE).

■ M. Siriki Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté, a apporté un appui technique à l'Institut national de statistique (INS) à Yaoundé, du 16 au 28 avril 2011. L'appui a consisté en l'examen des bases de données de la deuxième enquête camerounaise sur l'emploi et le secteur informel (EESI 2) et en la formulation de recommandations pour le traitement de certains indicateurs.

Comores

■ M. Abdoulaye Doucoure, Webmaster à AFRISTAT, a réalisé une mission d'appui technique du 18 au 22 avril 2011 aux Comores. La mission a permis de mettre en place le site Internet du Commissariat Général au Plan (CGP) et de former 14 agents aux techniques de conception et de maintenance des sites Internet. Le portail Internet, le forum de discussion et l'intranet ont également été conçus. Le lancement officiel du site était prévu pour fin mai 2011 à l'adresse <http://www.cgplan-comores.org>.

Côte d'Ivoire

■ M. Siriki Coulibaly, a effectué, du 23 au 27 mai 2011, une mission d'enseignement à l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan. Cette formation qui a porté sur le thème « analyse de l'emploi et du secteur informel » a été dispensée à une quarantaine d'élèves inscrits en troisième année du cycle des ingénieurs statisticiens économistes (ISE).

Guinée

■ M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages a apporté un appui technique à l'INS pour le traitement des données de l'enquête légère sur le secteur informel réalisée en 2009 dans la ville de Conakry. Cet appui réalisé du 16 au 20 mai 2011 a permis de traiter les données de l'enquête et de calculer les agrégats du secteur informel pour les comptes nationaux.

Guinée Équatoriale

■ M. Doffou N'Guessan Gabriel, expert en Comptabilité nationale a apporté un appui technique à la Direction Générale de la Statistique et

des Comptes Nationaux (DGSCN) à Malabo, du 2 au 12 mai 2011. Cet appui, conjointement mené avec AFRITAC Centre, s'inscrit dans le cadre d'un projet de réhabilitation et de modernisation des comptes nationaux élaboré avec l'assistance de la Banque mondiale. Il a permis de faire un état des lieux (disponibilité des ressources humaines adéquates et matérielles, données sources), d'élaborer un programme de travail et de définir les modalités de sa mise en œuvre.

Sao Tome et Principe

■ Du 26 avril au 5 mai 2011, M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique, a appuyé l'Institut national de la statistique pour la saisie des données de l'enquête sur les dépenses et les conditions de vie des ménages de Sao Tomé et Principe, réalisée en 2010. À l'issue de cette assistance, l'application informatique a été finalisée, seize agents ont été formés et les travaux de saisie ont pu démarrer.

■ Dans le cadre du Programme régional pour les statistiques des pays africains de langue officielle portugaise (PIR-PALOP), M. Doffou N'Guessan Gabriel s'est rendu à Sao Tome et Principe, du 6 au 24 juin 2011, pour appuyer l'Institut national de la statistique (INE) pour l'élaboration des comptes nationaux 2009. Cet appui a consisté en la mise en cohérence et au traitement des données sources ainsi que les équilibres des ressources emplois et des comptes de branches.

Sénégal

■ M. Dodji V. Silete-Adogli, expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats, a effectué, du 26 au 29 avril 2011, une mission d'enseignement à l'École nationale de la statistique et de l'analyse économique (ENSAE-Sénégal) de Dakar. Cette formation qui a porté sur la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats, a été dispensée à une vingtaine d'élèves inscrits en troisième année du cycle des ingénieurs statisticiens économistes (ISE).

■ M. Emmanuel Ngok, expert en comptabilité nationale, a effectué du 18 au 22 avril 2011, auprès de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) une mission d'appui technique. Cette mission a permis de mettre en place les nomenclatures de travail, d'identifier les sources de données, d'élaborer un calendrier indicatif de travail et d'initier l'équipe locale sur la démarche d'élaboration des comptes nationaux avec l'outil ERETES.

République démocratique du Congo

■ M. Bruno Nouatin, expert en statistiques démographiques et sociales, s'est rendu, du 20

au 30 juin 2011 à Kinshasa, afin d'assister l'INS de la République démocratique du Congo, dans le cadre de la préparation du deuxième recensement général de la population et de l'habitat du pays.

Togo

■ Du 27 juin au 1^{er} juillet 2011, M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et diffusion s'est rendu à Lomé (Togo) auprès de la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) pour former une vingtaine de cadres des services statistiques des ministères sectoriels et de la DGSCN aux techniques de documentation et d'archivage des enquêtes et recensements statistiques. L'atelier a été coanimé avec Mme Julienne Aitchedji, Chef de la division informatique de l'Institut national de la statistique du Niger, consultant d'ADP/PARIS21. Les outils du réseau international d'enquêtes auprès des ménages, IHSN (International household survey network) ont servi de support à cette formation. À l'issue de cet atelier, une dizaine d'opérations statistiques ont été documentées et archivées.

UEMOA

■ Du 23 au 27 mai 2011, AFRISTAT a organisé à Bamako une session de formation à l'attention de deux cadres du Département des politiques économiques et de la fiscalité de la Commission de l'UEMOA. Cette formation a porté sur la gestion d'une base de données socio-économiques de type 2gLDB et sur son outil de publication - AFRIPUB. Elle fait suite à l'assistance technique fournie par AFRISTAT à la Commission de l'UEMOA au cours des années 2009 et 2010 pour la mise en place de sa base de données. Elle a été élargie à d'autres experts d'AFRISTAT, nouvellement insérés dans le processus de gestion de la base de données.

FAO

■ AFRISTAT, en collaboration avec la FAO, a organisé à Bamako (Mali), du 20 au 24 juin 2011, un atelier régional sur l'application des techniques de sondage dans le cadre du programme des recensements de l'agriculture de la décennie 2010. L'objectif de l'atelier était de renforcer les capacités techniques des cadres statisticiens en charge des activités d'échantillonnage dans les recensements et enquêtes dans les directions ou services statistiques agricoles. Il a permis de former 23 participants en provenance de 16 pays francophones

Activités internationales

■ Une mission conduite par M. Martin Balépa, accompagné de MM. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint et de Claude Joeger, expert macro-économiste, a participé à la réunion des experts puis à la réunion des Ministres de la Zone franc. Ces deux réunions se sont tenues les 11 et 12 avril à N'Djamena (Tchad). Elles ont permis de faire le point de l'état de la convergence dans les deux unions économiques et monétaires (UEMOA, CEMAC). Elles ont également permis de présenter le plan d'action de la présidence française du G20, les travaux menés sur les transferts

de fonds des migrants et sur l'accès des PME aux ressources de financement en Zone franc, ainsi que sur la volatilité des prix des matières premières agricoles et l'intérêt porté par les États africains à la mise en place d'outils de couverture du risque « prix » des produits importés.

■ M. Emmanuel Ngok, expert en comptabilité nationale a représenté AFRISTAT au séminaire sur la mise en œuvre du SCN 2008, organisé conjointement du 11 au 15 avril 2011, à Addis-Abeba (Éthiopie) par la Commission écono-

mique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), la BAD et la Division Statistique des Nations Unies (DSNU). Les participants ont délibéré sur l'examen du cadre stratégique et des détails des projets nationaux et régionaux de mise en œuvre du SCN 2008 (phase 1). Ils ont également été initiés à la formulation d'un programme de mise en œuvre du SCN 2008 et de renforcement des statistiques économiques de base pour l'élaboration des statistiques économiques comparables dans les États membres de la région couverte par la CEA en vue de suivre l'intégration de leurs économies.

Activités internationales (suite)

■ M. Madior Fall, expert en Statistiques sociales a représenté AFRISTAT le 13 avril 2011, à la réunion d'experts qui s'est tenue à Rabat (Maroc) sur le thème de la cohésion sociale en Afrique. Ce thème sera au centre du prochain rapport annuel « *Perspectives du développement mondial* ». Cet événement a réuni une cinquantaine de hauts fonctionnaires, des décideurs politiques, de représentants d'administrations et d'organisations internationales, d'universitaires et de représentants de la société civile pour débattre du rôle des politiques publiques dans la construction de la cohésion sociale. L'expert y a présenté une communication intitulée « Quelques réflexions et acquis sur la mesure du progrès social dans le contexte africain ».

■ M. Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT a participé, du 27 avril au 5 mai 2011, à Paris (France), aux réunions annuelles de PARIS21. En particulier, il a pris part à la deuxième réunion du Conseil d'administration du Consortium.

■ Dans le cadre du plaidoyer relatif à la recherche de financement pour les activités d'AFRISTAT, une mission conduite par M. Martin Balépa, Directeur Général, accompagné de M. Madior Fall, expert en statistiques sociales, s'est rendue le 17 mai 2011 à

Bruxelles (Belgique) auprès de la Commission de l'Union européenne. En marge de cette mission, du 18 au 20 mai, l'expert en statistiques sociales a mis à profit ce déplacement pour avoir trois réunions au Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), à l'Agence française de développement (AFD) et au Secrétariat de PARIS21.

■ M. Oumarou Elhadji Malam Soulé, Expert en statistiques sociales et pauvreté, a représenté la Direction générale d'AFRISTAT à l'atelier sur le thème « les relations publiques et la statistique : jeter des ponts entre les producteurs les utilisateurs », du 16 au 26 mai 2011 à Yaoundé (Cameroun). Cette rencontre qui a réuni les participants venant du Burundi, du Cameroun, du Centrafrique, du Congo (RD), du Gabon, de la Guinée et du Rwanda, a permis de présenter et d'échanger sur les techniques de production et de diffusion des données statistiques pour une bonne communication avec les médias. AFRISTAT a participé à l'animation de cet atelier à travers la présentation d'une communication dont le thème est : « Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et les statistiques, Où trouver et comment utiliser l'information ? ».

■ M. Emmanuel Ngok a représenté AFRISTAT à la réunion du Groupe des experts sur les

nomenclatures économiques et sociales qui s'est tenue du 18 au 20 mai 2011 au siège des Nations unies à New York (USA). Organisée par la Division Statistique des Nations unies (UNSD), la réunion a permis de faire le point sur la mise en œuvre des décisions et recommandations de la dernière réunion du groupe en septembre 2009 et de passer en revue la famille des nomenclatures internationales notamment dans les domaines de l'énergie, du secteur primaire, de l'environnement, de l'éducation et de la santé. Le représentant d'AFRISTAT a fait une présentation sur les nomenclatures révisées d'activités (NAEMA rév1) et des produits (NOPEMA rév1) adoptées en avril 2011 par le Conseil des Ministres d'AFRISTAT.

■ M. Martin Balépa a participé, du 20 au 24 juin 2011 à Rabat (Maroc), à la réunion du Comité de pilotage de LEDNA (Local economic development network of Africa).

■ M. Martin Balépa a pris part à Paris (France), le 27 juin à l'assemblée générale ordinaire du CESD-Statisticiens pour le développement. Au cours de son séjour, il a eu des séances de travail au Secrétariat de PARIS21 sur l'élaboration des outils de communications d'AFRISTAT.

Réunions, ateliers et séminaires

Libourne, du 4 au 8 juillet 2011

« Avancées et progrès à réaliser pour produire les indicateurs statistiques nécessaires au suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement pour les pays francophones »

Bamako, du 11 au 15 juillet 2011

Atelier technique régional UEMOA/FAO de formation de base des administrateurs du système CountryStat

Cotonou, du 19 au 23 septembre 2011

Séminaire sur les comptes nationaux

Cotonou, du 26 au 28 septembre 2011

16^e réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT

Bamako, du 19 au 21 octobre 2011

24^e réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Martin BALEPA

Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Claude JOEGER, Siriki COULIBALY, Bruno NOUATIN, Fatima BOUKENEM.

Maquette et impression :
IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739